COMPOSITION

Mondialisation, fonctionnement et territoires : acteurs, flux, débats.

Vous montrerez dans quelles mesures on peut affirmer que la mondialisation, par son fonctionnement néolibéral qui met en concurrence les territoires les uns avec les autres, organise une nouvelle géographie de l’espace mondial?

 La mondialisation des économies, et subséquemment des cultures, est le trait dominant de l’organisation de l’espace mondial. Sa logique néolibérale d’échanges sans entraves met les territoires en concurrence les uns avec les autres. Les différents acteurs publics et privés (I) qui concourent à la mondialisation tissent des réseaux de flux à l’échelle mondiale (II) ce qui entraîne une inégale intégration des territoires à la croissance économique mondiale, et ce, à toutes les échelles. Les disparités socio-économiques causées par la mondialisation nourrissent un grand nombre de débats (III) sur l’opportunité de changer de logique d’organisation économique et politique à l’échelle de la planète.

\* \* \*

 Les acteurs de la mondialisation des économies et des cultures sont d’abord des acteurs publics et institutionnels (1) c’est-à-dire les États et les organisations régionales et internationales d’États mais aussi des acteurs privés (2) comme les Firmes Transnationales (FTN), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) voire les mafias.

 Les États sont les 1ers acteurs de la mondialisation des économies et des cultures. Maîtres du cadre légal des opérations économiques ils assurent par la législation et par les décisions administratives et de justice l’ouverture de leurs économies au marché mondial et le respect des règles des transactions entre opérateurs économiques. Ce sont eux qui ont progressivement libéralisé leurs économies (Et ce à toutes les échelles comme en témoignent les zones franches), ou en dérégulant les marchés intérieurs par exemple (REAGAN, 1980-1988, THATCHER, 1979). Ils assurent le respect de la propriété industrielle et intellectuelle, fondement de l’activité économique, mettent en œuvre des politiques d’éducation et de formation (Le Centre Européen pour la Recherche Nucléaire, CERN, qui élabore les protocoles *Web*) pour les populations et participent à la construction des grandes infrastructures :  de transport (Terminaux maritimes, voies autoroutières, *hubs* aériens), de Recherche et de Développement (R&D, lancements de programmes spatiaux et de satellites de télécommunication, développement de programmes trop coûteux pour des entreprises comme le *Global Positioning System*, GPS, ou ARPANET l’ancêtre d’Internet). Ils financent également les institutions internationales qui orchestrent la mondialisation libérale comme le Fonds Monétaire International (FMI, 1944), l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC, 1995) ou le World Bank Group (WBG, 1944). Ces institutions sont placées sous la tutelle théorique du secrétariat général de l’Organisation des Nations Unies (ONU) même si en pratique elles obéissent plus sûrement à leurs bailleurs de fonds, les États. Enfin ils constituent des associations régionales d’États qui assurent une libéralisation accélérée des échanges à l’échelle régionale : l’Union Européenne (UE, 1957 et 1992, 25% du PIB mondial) en Europe, l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA, 1960), sont les seules Organisations Intergouvernementales (OIG) à avoir mis en place des unions monétaires et sont les plus poussées des associations régionales de coopération économique. La plupart des associations sont vouées à la libéralisation des échanges : c’est le cas de l’Association de Libre Échange Nord Américaine (ALÉNA, 1994, 28% du PIB mondial) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, ou le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR) entre les pays du cône sud en Amérique latine (5% du PIB mondial). Mais les États sont aussi des acteurs de la veille sécuritaire et humanitaire : ils constituent les armadas internationales de lutte contre la piraterie (Détroit de Bab-El-Mandeb dans l’Océan indien) et de lutte contre les mafias (Sahel, Colombie). Enfin ils tentent, depuis peu, de préserver certains aspects de leurs modèles de développement face aux excès de la libéralisation des échanges.

 La mondialisation des économies et des cultures est au quotidien l’action d’acteurs privés. Au premier rang d’entre eux se trouvent les Firmes Transnationales (FTN). Les définitions de ce que sont les FTN sont aussi nombreuses que les FTN elles-mêmes. Si on prend la définition la plus large (Une entreprise qui possède au moins une filiale à l’étranger) elles sont près de 85 000, emploient 80 millions de travailleurs, sont localisées à 40% dans les États de la Triade (Amérique du Nord, Europe de l’Ouest et Asie orientale), réalisent 66% des échanges et 25% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. Wall-Mart est emblématique des FTN : entreprise (1962) américaine (Bentonville, Arkansas) de grande distribution *hard-discounter*, au Chiffre d’Affaire (CA) de 470 milliards de dollars (US$), ses 12 000 magasins (Amérique du Nord et centrale, Brésil, Asie du Sud et orientale et récemment Afrique australe) emploient 2,5 millions de salariés. Ses bureaux d’achats répartis dans 22 pays réalisent 22 milliards de dollars de commandes chaque année, auprès de 65 000 fournisseurs dans 60 pays différents dont 90% sont situés en dehors des États-Unis. Chaque année 230 000 conteneurs sont utilisés pour faire transiter ces volumes et ces valeurs énormes de marchandises. Mais en un sens Wall-Mart représente une exception : les plus puissantes des FTN sont des compagnies pétrolières. C’est le cas de Shell (380 milliards US$ de CA, 2e FTN au monde), de Exxon Mobil (3e), de BP (4e) ou de Sinopec (République Populaire de Chine, RPC, CA de 280 milliards de US$, 5e FTN). Sur les 500 plus puissantes FTN (Qui ont au moins 6 filiales à l’étranger et réalisent un CA supérieur à 20 milliards de US$) 315 sont en Europe ou en Amérique du Nord. Mais les FTN sont de plus en plus (+60% entre 2005 et 2014) originaires des puissances émergentes, des BRICS essentiellement (Brésil, Russie, Inde, Chine et *South Africa*) comme le groupe indien Tata par exemple (*Fortune Global 500* et *Financial Times Global 500,* 2012). Les FTN imposent la Nouvelle Division Internationale du Travail (NDIT) entre pays fournisseurs de matières premières (Afrique), pays ateliers (Asie du Sud - Est, Asie du Sud) et pays de conception (Triade, Chine, Inde) grâce aux flux des Investissements Directs Étrangers (IDE). Les FTN ne sont cependant pas les seuls à structurer la mondialisation : les Organisations Non Gouvernementales (ONG) comme *Greenpeace* ou le *World Wildelife Fund* (WWF) ou parapubliques (Comme le Comité International de la Croix-Rouge, CICR) diffusent aussi des pratiques et des capitaux du Nord vers le Sud. Les ONG permettent souvent de faire face aux carences des États, contraints par les Plans d’Ajustement Structurel (PAS) de se retirer de la sphère économique et sociale sous les injonctions du FMI et de la Banque mondiale. Les PAS généralisés au début des années 1980’, lors des chutes des cours des matières premières, ont fragilisé les administrations publiques et décrédibilisé les États. Dans les interstices créés par la vacance des États se sont insinués de nouveaux acteurs : églises évangéliques en Afrique et en Amérique du Sud, écoles *wahhabi* au Sahel, groupes terroristes (Sahel) ou séparatistes (Ukraine, Soudan du Sud) mafias partout : aujourd’hui la communauté internationale tente de rétablir un ordre politique que l’ordre économique a, hier, perturbé gravement…

 L’intensification des flux à l’échelle mondiale est une des manifestations majeures de la mondialisation économique et culturelle : ils mettent en évidence en fonction de leur nature le poids des métropoles du Nord des Pays Anciennement Industrialisés (PAI) et des puissances émergentes (1) ou la domination (2) des Pays en Voie de Développement (PVD) et des Pays les Moins Avancés (PMA).

 Les flux de capitaux, de marchandises, de travailleurs qualifiés, des touristes internationaux et des informations sont essentiellement des flux Nord-Nord. Les flux des matières premières et des produits semi-finis comme des travailleurs peu qualifiés et des réfugiés sont essentiellement des flux Sud-Sud. Ainsi se dessine par l’orientation des flux impulsés par les FTN une hiérarchie des territoires entre un centre dominant et un Sud dominé. Et ce à toutes les échelles. Les centres des aires urbaines dominent leurs banlieues, les mégalopoles dominent leur aire régionale, l’Archipel Métropolitain Mondial (AMM) domine les Pays riches et Anciennement Industrialisés (PAI), la Triade et les BRICS dominent et organisent l’espace mondial. Ce sont les flux qui permettent de mesurer l’inégale intégration des territoires à la mondialisation. Les flux financiers se concentrent sur les places financières américaines : à New York d’abord (12 000 milliards de dollars de capitalisation boursière pour le *New York Stock Exchange*, NYSE, à Wall Street et 3 000 milliards pour le *National Association of Securities Dealers Automated Quotations*, NASDAQ, 1971) et Chicago (Pour le *Chicago Board of Trade* qui traite des cotations des matières premières, essentiellement agricoles), Tokyo ensuite (3 000 milliards de dollars de capitalisation boursière) puis les places européennes (Londres avec 2 500 milliards, puis EURONEXT avec 2 000 milliards de dollars de capitalisation). La domination financière de la Triade est encore indiscutable. La géographie des flux aériens présente la même organisation : les *hubs* internationaux sont Atlanta et Chicago (Et leurs 80 millions de passagers par an), puis New York (Et ses trois aéroports, *Kennedy International Airport*, *La Guardia* et *Newark Airport*). Les aéroports européens sont aussi de grandes plaques tournantes : Londres est la *gateway* européenne suivie par Roissy Charles de Gaulle (CDG) avec plus de 66 millions de passagers par an. Les 900 millions de touristes par an sont essentiellement des touristes du Nord allant vers des destinations du Nord, même si de plus en plus les touristes viennent des pays émergents : l’Asie du Sud – Est et du Nord – Est voient leur fréquentation touristique exploser (+380% en 20 ans de 1990 à 2010 pour une moyenne mondiale de +116% !). Le trafic de produits manufacturés, à 80% maritime et essentiellement du au trafic par conteneur, dessine un Nord et un Sud que les voies maritimes majeures (Shanghai, Singapour, Rotterdam *via* Bab-el-Mandeb Gibraltar et la Manche et San Diego et la façade Est des États-Unis *via* le canal de Panama) séparent nettement. Les flux immatériels d’informations sont en concordance : pour une bande passante de 27 000 *Gigabits* par seconde disponible (GBps) en Europe, de 12 000 en Amérique du Nord et de 6 000 en Asie, elle n’est que de 400 en Afrique ! Les flux permettent donc de discerner les espaces le mieux intégrés à la mondialisation : Pays Anciennement Industrialisés (PAI) dotés de population à la croissance maîtrisée et très qualifiée, avec des Indice de Développement Humain (IDH) élevés (> à 0.850) et des PIB/hab/an en PPA forts (> à 15 000 US$/an) et quelques puissances émergentes, essentiellement les BRICS.

 Au contraire les flux de travailleurs peu qualifiés, les flux de réfugiés, les flux de matières premières et de produits semi-finis convoyés à des fins d’assemblage sont surtout des flux Sud – Sud. Ils déterminent les territoires de la mondialisation en situation de périphéries plus ou moins intégrées, voire des marges, véritables angles morts de la croissance mondiale. Les flux des travailleurs peu qualifiés sont des flux Sud – Sud : ce sont des migrations régionales d’abord comme les travailleurs philippins et indonésiens qui migrent vers la Malaisie, les habitants de la Corne de l’Afrique qui migrent en Péninsule arabique, les travailleurs du Sahel qui migrent vers les pays du Golfe de Guinée, ceux des Andes qui migrent vers le Chili ou l’Argentine. 80% des migrants africains migrent pour travailler dans d’autres pays d’Afrique. Les migrations internationales suivent les mêmes logiques : les travailleurs musulmans indonésiens, pakistanais ou du Népal qui migrent vers le Qatar, l’Arabie saoudite, la Jordanie ou le Liban par exemple. Au Qatar, sur 2 millions de résidents, 80% sont des étrangers. Le droit des migrants est désormais garanti par la *Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les migrants et des membres de leur famille* (1990) ratifiée en 2003 par 20 pays (dont aucun de l’Union Européenne !) : mais les migrants du travail sont souvent l’objet de dénis de justice et d’abus, voire tenus en situation de quasi servilité. En retour de ces flux migratoires se créent vers les pays d’origine des flux financiers importants, ce sont les « remises ». L’argent envoyé par les immigrés marocains en Europe représente 10% du PIB marocain, celui des travailleurs indonésiens représente près de 40% du PIB indonésien (45 milliards de dollars chaque année). Les flux des réfugiés (50 millions de personnes réfugiées en 2012) dessinent aussi une géographie de l’instabilité politique qui concerne essentiellement les pays du Sud en voie de développement. La situation économique des pays qui servent de vivier à cette immigration volontaire ou involontaire est souvent médiocre (Comme en Indonésie) voire mauvaise (Comme au Mali). Mais ce sont souvent des familles de revenus moyens dans ces pays pauvres qui envoient leurs enfants : paradoxe des migrations du travail, ce sont les plus riches des plus pauvres qui partent chercher fortune ailleurs. Les plus pauvres des plus pauvres restent enchaînés à leur condition. Les États qui accueillent les migrants demandent de plus en plus de garanties financières afin que les *aléas* de la vie de ces travailleurs immigrés ne pèseront pas sur les finances publiques. Quant à migrer illégalement en Europe, il en coûte entre 5 000€ et 12 000€ si l’on part d’Afrique sahélienne ou du Pakistan… Toutes les familles n’ont évidemment pas la faculté de faire appel au clan élargi pour payer ce voyage.

 Les disparités engendrées ou accentuées par la mondialisation économique et culturelle nourrissent des débats sur l’opportunité de poursuivre dans la voie de la libéralisation économique : tandis que certains sont favorables à un amendement de la mondialisation et militent en utilisant des moyens légaux (1) d’autres contestent la mondialisation par la voie des armes (2).

 La contestation des logiques, du fonctionnement et de l’utilité même de la mondialisation émane d’une nébuleuse idéologique qu’on appelle les « altermondialistes ». Appellation paresseuse qui permet de regrouper sous un vocable unique des formations syndicales (En France la Confédération Générale du Travail, CGT, d’obédience communiste, mais aussi la Confédération Française Démocratique du Travail (Réformiste et socialiste), des partis politiques et des coalitions politiques (Le « Front de gauche » en France), des organes de presse (*Le Monde diplomatique* par exemple). Le grand écart idéologique entre formations trotskistes révolutionnaires (Partis des Travailleurs, Lutte Ouvrière, Nouveau Parti anticapitaliste), des mouvements socialistes, des rassemblements éphémères (« Les indignés ») est immense. Mais ces gens sont rassemblés autour de l’idée que la mondialisation libérale des économies est une menace pour la répartition des richesses, la préservation de la diversité culturelle et sociétale, et, à terme, la croissance. Les modes d’action varient autant que le soubassement idéologique : action violente des *Black Blocks*, manifestations massives de contestataires (jeunes étudiants, retraités des professions intellectuelles, …), tribunes dans la presse, propositions législatives (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l’Action Citoyenne, ATTAC, Ignacio RAMONET, 1998, favorable aux propositions de l’économiste américain James TOBIN (1972). Des économistes soutiennent également l’idée que la mondialisation libérale ne produit pas la croissance qu’elle prétend et qu’une régulation plus importante des transactions et des échanges doit être mise en place : c’est le cas d’Amartya SEN (Harvard, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 1998) qui propose de nouvelles méthodes de calcul de la croissance prenant en compte la redistribution des richesses (Son ouvrage *Collective Choice and Social Welfare*, 1970 inspire l’IDH de MahhuB UL HAQ), ou de Joseph STIGLITZ (Columbia, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 2001) qui soutient les politiques latino-américaines de nationalisations des entreprises minières nationales, de Paul KRUGMAN (Princeton, « Prix de la Banque royale de Suède en sciences économiques en l’honneur d’Alfred Nobel », 2008) qui dénonce l’accroissement des inégalités de revenus et de concentration des appareils productifs dans certaines régions du globe (Rôle des économies d’échelle dans la théorie du commerce international). Les réseaux sociaux sont utilisés par la jeunesse diplômée des métropoles pour structurer des mouvements de protestation contre des régimes soupçonnés de détourner à leur profit les dividendes de la démocratie et de la mondialisation (*Occupy Wall Street*, « *los Indignados* » de la *Puerta del Sol* à Madrid, le « Printemps arabe » de la place Tahrir en Égypte, les manifestants de la place Taksim à Istanbul en Turquie).

 Mais l’exaspération face à la montée des inégalités (12% de pauvres en France en 2012 contre 8% en 1990) entraîne une radicalisation de la protestation contre les élites traditionnelles, accusées de faire le lit du libéralisme et de capter sans les redistribuer les profits de la croissance. En Europe la contestation est devenue multiforme. La xénophobie s’est libérée des tabous hérités des séquelles de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et s’affiche sur la place publique. La radicalisation touche aussi bien la communauté juive (Alain FINKIELKRAUT qui déclarait au quotidien israélien *Haaretz*, en 2005 : « […] Les gens disent que l'équipe nationale française est admirée par tous parce qu'elle est black-blanc-beur. En fait, l'équipe de France est aujourd'hui black-black-black, ce qui provoque des ricanements dans toute l'Europe. […] »), que la communauté musulmane (Les agressions contre les synagogues sont devenues banales). Les milieux de la droite nationale profitent partout, en Europe comme ailleurs, de ces replis identitaires et communautaires. Les mouvements de la droite radicale et les formations nationalistes voient leurs scores électoraux progresser (France, Danemark, Autriche, Suisse) et dans certains pays ils participent aux gouvernements, (Inde, Israël, Hongrie, Roumanie). Le repli identitaire aboutit à des guerres civiles (Ukraine), et des partitions (Soudan du Sud, ancienne Yougoslavie). Le monde musulman est le plus touchée par cette radicalisation, sans doute aussi parce qu’il est le plus touché par les écarts grandissants de richesses, et ce à toutes les échelles : comment vivre à Gaza et contempler le luxe décadent des princes qatari et saoudiens sans prêter une oreille attentive aux mouvements extrémistes ? Ceux-ci mobilisent une jeunesse déboussolée, qui se sent trahie par les élites traditionnelles, et les lancent dans des guerres terroristes (Asie centrale, Moyen Orient). Les mouvements terroristes peuvent être régionaux (*Boko Haram*) ou internationaux (*Al Qaïda* et ses dérivés). Tous contestent la mondialisation.

\* \* \*

 Le monde est structuré par les flux de marchandises, d’informations et de capitaux impulsés par des FTN parfois plus puissantes que des États. La capacité des territoires à capter ces flux garantit leur richesse et leur croissance : l’Archipel Métropolitain Mondial (AMM) domine l’espace économique et culturel mondial en privilégiant le développement des régions industrialisées et métropolisées des littoraux. Mais les marges (Celles des métropoles, ou les régions enclavées) sont en paupérisation rapide, ce qui amène les altermondialistes à militer pour une intervention sociale et écologique des États. La détresse engendrée par les mutations économiques et sociales rapides poussent de nombreux groupes sociaux dans la voie criminelle, comme la piraterie ou le terrorisme.

SOURCES :

**ARIAS** (Stéphan) et **CHAUDRON** (Éric), sous la direction de, avec le conseil scientifique de **KNAFOU** (Rémy), et sous la coordination pédagogique de **DELMAS** (Jean-Christophe) et de **REYNAUD** (Carine), *Du siècle des Lumières à l’Âge industriel & Approches de la mondialisation*. *Histoire-Géographie 4e*, 2011, Paris, aux éditions Belin, 352 pages, plus particulièrement les pages 189 et suivantes pour la question des échanges de marchandises, les pages 224 et suivantes pour les Firmes Transnationales (FTN), les pages 318 pour la question de la mondialisation et ses contestations, ISBN 978-2-7011-5882-2.

**BOUREL** (Guillaume), **CHEVALLIER** (Marielle), **CIATTONI** (Annette) & **RIGOU** (Gérard), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Histoire-Géographie. Terminale Scientifique (Option)*, 2012, Paris, aux éditions Hatier, 228 pages, pages 8 et suivantes, ISBN 978-2-218-96119-9.

**CHARTOIRE** (Renaud), « Les impôts en France. », 2014, Paris, pages 22 à 27 du magazine *Sciences Humaines*, n°257 de mars 2014, 70 pages, sous la direction de **DORTIER** (Jean-François), ISSN 0996-6994.

**CHAVAGNEUX** (Christian), sous la coordination de, « La gouvernance mondiale en échec. », 2010, Paris, revue *L’Économie politique*, n°45, janvier 2010, une parution trimestrielle du groupe *Alternatives économiques*, 112 pages, ISBN 978-2-352-40044-8.

**CHAVAGNEUX** (Christian), sous la coordination de, « Les marchés financiers. », 2011, Paris, *Alternatives économiques*, Hors série n°87, 1er trimestre 2011, 82 pages, ISSN 1252-4999.

**CIATTONI** (Annette), sous la direction de, *Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Géographie. Terminales L/ES.*, 2012, Paris, aux éditions Hatier, 360 pages, plus particulièrement les pages 68 et suivantes, essentiellement à partir des pages 88 et suivantes pour les questions des acteurs et des flux de la mondialisation, ISBN 978-2-218-96116-8.

**DAGORN** (René-Éric), sous la direction de, avec **BARRIÈRE** (Philippe), **CARUSO** (Olivier) & **CONSIL** (Jean-Michel), *Des clés historiques et géographiques pour lire le monde. Programme 2012. Histoire-Géographie. Terminale S*., 2012, paris, aux éditions Belin, 223 pages, pages 10 et suivantes, ISBN 978-2-7011-6266-9.

**DENIS** (Jean-Pierre) & **NOUCHI** (Franck), sous la coordination de, *L’Atlas du monde de demain*. , 2013, Paris, aux éditions Le Monde SA et La Vie, 186 pages, ASIN M 08954.

**DUVAL (Guillaume)**, sous la coordination de, « L’état de l’économie. 2013. », 2013, Paris, *Alternatives économiques*, Hors série n°96, 2e trimestre 2013, en partenariat avec l’Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), 98 pages, ISSN 1252-4999.

**GASNIER** (Anne) & **MAILLO-VIEL** (Fanny), sous la coordination de, avec **PICOLIER** (Julien), & **GRATALOUP** (Christian), **REKACEWICZ** (Philippe), *et allii*, *Sociétés et développement durable. Géographie. Secondes Générales*., 2014, Paris, aux éditions Hachette Livre, collection « Hachette éducation », 335 pages, nouvelle édition, chapitre 1 « Du développement au développement durable. » aux pages 12 et suivantes, ISBN 978-2-01-135609-3

**GEORGE** (Edward), « Café. La sécheresse au Brésil a fait grimper les prix. », 2014, France, *Jeune Afrique*., n°2784, du 18 au 24 mai 2014, page 119, aux éditions Jeune Afrique / éditions du Jaguar, 146 pages, ASIN 01936.

**HALIMI** (Serge), directeur de publication, « Nouveaux visages des extrêmes-droites. », in, 2014, Paris, *Manière de voir*, n°134, avril-mai 2014, 96 pages, une parution du mensuel de la gauche altermondialiste *Le Monde diplomatique*, aux éditions La société éditrice du Monde SA, ISSN 1241-6290

**HUSKEN-ULBRICH** (Dominique), sous la direction de, **GASNIER** (Anne) et **MAILLO-VIEL** (Fanny), sous la coordination de*, Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Programme de Géographie Terminale Scientifique*, 2014, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », 224 pages, pages 52 et suivantes et à partir des pages 71 pour la question des flux et des acteurs de la mondialisation, ISBN 978-2-01-135619-2.

**KNAFOU** (Rémy), sous la direction de, et **BOURGEAT** (Serge) & **BRAS** (Catherine), sous la coordination de, *Mondialisation et dynamiques géographiques des territoires. Programme de Géographie des Terminales L&ES*, 2012, Paris, aux éditions Belin, 361 pages, plus particulièrement les pages 76 et suivantes consacrées au thème 2 « Les dynamiques de la mondialisation. », ISBN 978-2-7011-6226-3

**LEQUESNE** (Christian), « L’état de la mondialisation. 2012. », 2012, Paris, *Alternatives internationales*, Hors série n°10, 146 pages, magazine trimestriel publié par le groupe *Alternatives économiques*, en partenariat avec Sciences Po, Institut d’Études Politiques de Paris (IEP/Paris), le Centre d’Études des Relations Internationales (CERI) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et France Inter, ASIN M 07180.

**LÉVY** (Jacques) & **LUSSAULT** (Michel), sous la direction de, *Dictionnaire de la Géographie et de l’espace des sociétés*, 2003, Paris, aux éditions Belin, ouvrage publié avec le soutien de la Maison des Sciences de l’Homme, projet « Villes et territoires », le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), et l’Université François Rabelais de Tours, 1034 pages, ISBN 978-2-7011-2645-6

**MAURY** (Frédéric), sous la coordination de, « Les 500 premières entreprises africaines. », 2014, Paris, Hors-série n°37 du magazine *Jeune Afrique*, 162 pages, ISSN 1959-1683.

**MOATTI** (Sandra), sous la coordination de, « La Crise. », 2010, Paris, *Alternatives économiques*, hors-série poche n°43 bis nouvelle édition revue et augmentée, 216 pages, ISSN 1291-1704

**MONTBRIAL** (Thierry, de) & **MOREAU-DEFARGES** (Philippe), sous la direction de, *2011. Un monde post-américain ?*, 2010, Paris, aux éditions Dunod, Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique mondial et les Stratégies (RAMSES), établi par l’Institut Français des Relations Internationales (IFRI), 336 pages, ISBN 978-2-10-054976-4

**PAMBRUN** (Stéphane), « Chine : tempête sur la rivière des perles. », 2014, Paris, *Jeune Afrique*, n°2784 du 18 au 24 mai 2014, pages 74 et 75, aux éditions Jeune Afrique / éditions du Jaguar, 146 pages, ASIN 01936.

**SOUDAN** (François), « UEMOA. L’Union fait la force ? », des pages 79 à 105, 2014, Paris, dossier du magazine *Jeune Afrique*, 18 au 24 mai 2014, édition Maghreb et Moyen Orient, 146 pages, ASIN M 01936-2784